

L'État face à ses transformations

Section thématique 8 : **La Région, un territoire renouvelé de l'action publique et de l'activité politique ?**

Chairs : **Fabienne Leloup (UCL Mons) et Tudi Kernalegenn (IEP Rennes)**

Les partis régionalistes et leur critique de l'UE : une étude comparative

Adriano Cirulli (UniNettuno Rome)

Michel Huysseune (Vrije Universiteit Brussels – Vesalius College Bruxelles)

Carlo Pala (Université de Sassari)

Résumé : Ces dernières années, les partis régionalistes européens ont connu des évolutions importantes. Plusieurs d'entre eux ont (de nouveau ou plus explicitement que précédemment) mis en avant la perspective de l'indépendance de leur région. En même temps, ces partis ont souvent questionné leurs rapports avec l'UE. Sans pour autant nécessairement devenir Eurosceptiques, ils se montrent plus critiques envers les institutions européennes dont ils dénoncent le centralisme excessif. Cette évolution problématise le paradigme qui, jusqu'à il y a quelques années, dominait dans l'analyse des partis régionalistes, celle de leur européanisation graduelle et de leur insertion dans un modèle de gouvernance européenne qui attribuait un espace institutionnel aux régions (paradigme parfois combiné avec celui du *multi-level governance*). Pour initier l'élaboration d'un paradigme alternatif, nous proposons d'analyser les évaluations que ces partis ont faites du procès d'intégration européen et des institutions européennes, et plus particulièrement de la place des autorités régionales dans ce procès. Nous entendons comparer a) les étapes de l'évolution plus eurocritiques de ces partis, b) l'argumentation élaborée pour justifier cette transition, et c) les liens éventuels de cette argumentation et la prise de position pro-indépendance.

1. Introduction. Régions, partis ethno-régionalistes, UE. Réévaluation d'un rapport

Les affirmations récentes de mouvements indépendantistes en Europe sont bien sûr en premier lieu liées aux dynamiques politiques internes des pays concernés. Elles expriment toutefois aussi une critique (implicite mais le plus souvent explicite) des politiques des institutions européennes qui ont maintenu le niveau de gouvernance régional dans une position subordonnée. Comme conséquence, les partis ethno-régionalistes européennes qui se veulent porte-paroles de minorités nationales territorialement concentrées (territoire qui dans la plupart des cas correspond avec une région institutionnelle), même s'ils ne sont pas tous favorables à l'indépendance de leur territoire, ont connu une évolution vers des attitudes plus critiques envers l'Union européenne et le procès d'intégration européenne. Nous proposons d'analyser cette transition, en tenant compte de la grande hétérogénéité idéologique qui a toujours caractérisée la famille des partis ethno-régionalistes en Europe.

Le développement d'une attitude plus critique envers l'intégration européenne contraste avec l'acceptation du cadre européen qui avait caractérisé (sauf exceptions) ces partis pendant les

décennies précédentes (voir p.e. De Winter *et. alt.* 2006). Même conscients que la réalité de l'UE ne correspondait pas au modèle idéal d'une Europe des Régions, ils appréciaient les possibilités institutionnelles que l'UE commençait à offrir aux régions, et que le Traité de Maastricht (1993) avait institutionnalisées. Il s'agissait notamment de la création du Comité des Régions, de l'acceptation du principe de subsidiarité, et de la possibilité pour certaines régions d'avoir directement accès au Conseil des Ministres. Ces réformes ont contribué à créer l'image de l'UE comme un espace politique caractérisé par le gouvernance *multi-level*, un procès qui permettait aussi aux régions d'agir comme groupe d'intérêts à Bruxelles, par le biais de leurs représentations (voir Hooghe & Marks 2001). Les autorités régionales et les partis régionalistes ont pu croire que la Commission européenne favoriserait le rôle des régions afin de contrebalancer le poids politique et institutionnel des états-membres. Que les institutions européens ont favorisé un certain développement du niveau de gouvernance régional est incontestable, et ce rôle a été particulièrement important pour les pays où ce niveau était faible ou même inexistant, en particulier la plupart des pays ex-communistes qui ont adhéré à l'UE en 2004 et 2007.

C'est dans ce contexte perçu comme favorable à la gouvernance régionale que les partis régionalistes ont connu un procès d'européanisation particulièrement fort pendant les années 1990. Sur le plan identitaire, cette européanisation impliquait la proposition d'un discours identitaire qui signalait la conformité de cette identité avec les valeurs européens proposées par l'UE, et la mise en veilleuse des discours identitaires antagonistes. Sur le plan institutionnel, il impliquait l'acceptation d'une autonomie régionale mais aussi l'espérance d'une participation plus active aux politiques européens par le biais du niveau régional, une vision qui a contribué à contenir d'éventuelles penchants indépendantistes. La plupart de ces partis se sont toutefois rendu compte assez vite des limites des possibilités institutionnelles et extra-institutionnelles offertes par l'UE aux régions, et en particulier le peu de poids politique du CdR, et les limites du lobbying régional à Bruxelles. La pratique a confirmé la place essentiellement subordonnée que les régions tiennent à Bruxelles (cf. McGarry et al. 2009; Keating 2009). Pour les régions à aspirations autonomistes (en général celles où les partis régionalistes ont un poids politique important), l'impossibilité pratique de contourner leurs autorités nationales à Bruxelles vue l'hostilité des institutions européennes envers de tels pratiques a constitué un revers important (Börzel 2002). La proposition de Constitution européenne et le Traité de Lisbonne semblent avoir joué un rôle catalyseur dans l'articulation de positions plus critiques, ils confirmaient la position subordonnée du niveau régional, les quelques concessions au fait régional (par exemple l'introduction d'obligation de consultation du CdR dans le procès législatif) semblant plutôt aléatoires (Elias 2009, 212; Guibernau 2009, 221-222; Jáuregui 2009, 256). Sans pour autant abandonner l'idéal de l'Europe des Régions, ces partis ont commencé à développer une attitude plus critique et instrumentaliste envers les institutions européennes (Laible 2008; Elias 2008a and 2008b). Déjà en 2009, Emanuele Massetti a proposé une première typologie des attitudes plus eurocritiques des partis régionalistes. Il observait ainsi que les attitudes critiques envers l'UE, auparavant limités aux partis régionalistes radicales (de droite ou de gauche) commençaient à s'affirmer aussi dans des partis régionalistes de gauche plus modérés, critiques envers le tournant néolibéral de l'UE (Massetti 2009, 521).

La crise économique et les politiques mises en place par l'UE pour contrer cette crise, en particulier le Fiscal Compact, ont exacerbé cette tension. Ces politiques ont renforcé les dynamiques centripètes et centralisatrices dans l'UE mais ont eu comme conséquence l'émergence de dynamiques politiques centrifuges, dont l'Euroscepticisme est l'expression plus évidente (Tocci et Faleg 2014). Ces politiques ont aussi un impact sur le niveau régional, car plusieurs gouvernements nationaux les ont utilisés pour ré-centraliser le procès de gouvernance et d'affaiblir l'autonomie régionale. La crise financière a en outre engendré des tensions croissantes entre pays « débiteurs » et « créditeurs », les soi-disant grillons et fourmis, et l'affirmation de « l'égoïsme des nantis » (cf. Harvie 1994) a mis en question la solidarité européenne. Cette mise en question peut aussi affecter le niveau régional : la tentation d'un "régionalisme des riches" (Zinn 2006), éventuellement

légitimé par l'articulation d'une idéologie ethno-libérale (Dirks 2012) a en effet touché plusieurs réalités et ne se limite par ailleurs pas aux partis ethno-régionalistes « traditionnels ». Il semble toutefois que l'évolution du régionalisme ne peut pas être réduit ni à une seule cause, ni à un seul modèle : c'est la diversité de cette évolution que nous entendons explorer.

2. L'indépendantisme comme critique extrême à l'europhisme régional ? Rôle des partis et des régions

Comme indiqué dans l'introduction, la famille des partis ethno-régionalistes européens a connu un procès de radicalisation ces dernières années. Cette radicalisation en contre-tendance aux décennies précédentes, concerne aussi bien des prises de positions plus ou moins ouvertement indépendantistes de plusieurs d'entre eux, que l'accentuation de leurs positions plus critiques envers l'intégration européenne, et surtout l'attitude de l'UE après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne et la crise économique-financière explosée en 2008-2009. Notre hypothèse est que ces deux dimensions de la tendance au radicalisation des acteurs ethno-régionalistes, la plus grande relevance des positions indépendantistes et les attitudes plus eurocritiques et eurosceptiques sont étroitement liées. Sans vouloir redimensionner la relevance d'autres facteurs, on peut supposer que la relevance croissante d'une *policy* indépendantiste, ou au moins des demandes plus radicales d'autogouvernement, dans l'ethno-régionalisme européen contemporain, soit fortement influencé par la crise de gouvernance de l'UE, et l'activation conséquente du débat (et du conflit) politique sur des thématiques importantes (souveraineté, identité, frontière, déficit démocratique, etc.) particulièrement relevant pour la configuration des discours et pratiques des acteurs ethno-régionalistes. Dans ce sens, on peut interpréter ce nouvel (?) indépendantisme comme une forme d'articulation de positions eurocritiques, et dans certains cas ouvertement eurosceptiques, de la part des acteurs politiques ethno-régionalistes.

Pour mieux comprendre cette mutation des discours et attitudes qui caractérise, bien qu'avec des modalités et intensités différentes selon le contexte, la famille des partis ethno-régionalistes européens, il faut prendre en considération plusieurs facteurs interagissant. L'objectif de cette section est de délinéer quelques facteurs qui selon nous sont importants dans l'analyse de ces transformations.¹

Un premier facteur essentiel à tenir en considération est évidemment le positionnement idéologique des partis. Comme déjà indiqué par Emanuele Massetti (2009), la tendance vers des positions plus critiques ou ouvertement eurosceptiques est plus prononcée chez les organisations ethno-régionalistes radicales (extrême droite et extrême gauche), alors que les positions plus modérées et moins critiques envers l'intégration européenne seraient caractéristiques des forces ethno-régionalistes plus modérées, de centre-droite ou de centre-gauche. Ce cadre est toutefois, comme les sections suivantes montreront, en évolution, en concomitance avec l'aggravation de la crise politique et économique de l'Europe², et s'est ainsi que d'autres facteurs politiques et institutionnelles entrent en jeu. Un des autres facteurs est sans doute les dynamiques centre-périphérie dans l'UE, et plus spécifiquement ma position des régions concernées dans la gouvernance de l'UE. Une position socialement, économiquement et politiquement centrale d'une région dans la configuration de la gouvernance européenne devrait ainsi faciliter des prises de

¹ Pour permettre dans ce bref aperçu une comparaison incluant tous les partis régionalistes importants, nous nous limitons à quelques éléments qui se prêtent à une telle comparaison et ont une relevance particulière pour comprendre la dimension européenne. Pour une analyse plus exhaustive des possibles causes de changements politiques sur la dimension européenne, voir Elias 2009b.

² Massetti (2009) avait déjà identifié l'émergence de positions plus critiques envers l'UE parmi les forces ethno-régionalistes modérées de centre-gauche, en réaction aux réglages néo-libérales des politiques économiques et monétaires européens dans le contexte de la crise économique et financière.

positions pro-UE, comme une arène déterminante pour les intérêts de la région. Au contraire, une position périphérique ou marginale de la région devrait faciliter l'affirmation de positions plus critiques ou eurosceptiques, renforçant un discours sur l'UE aux mains d'intérêts lointains de celle de la région.

Un deuxième facteur important concerne le degré de compétences et donc d'autonomie des régions dans leurs états respectifs. Dans le cas d'une autonomie et donc de compétences limitées, l'arène européenne peut devenir une ressource utilisable pour augmenter ces compétences contournant leurs gouvernements nationaux, et facilite donc les positions plus europhile des acteurs politiques ethno-régionalistes; un niveau d'autonomie et de compétences important devrait par contre renforcer l'affirmation de discours plus eurocritiques et eurosceptiques des partis ethno-régionalistes, surtout dans le contexte de diffusion d'une réaction "souverainiste" aux décisions prises à Bruxelles.

Finalement, un troisième facteur important que nous incluons dans notre analyse des positionnements des partis ethno-régionalistes envers l'UE, sont les procès politiques internes des états dans lesquelles sont insérées les régions, et en particulier du positionnement des forces politiques « nationales », et les possibilités des forces ethno-régionalistes de la périphérie de se différencier des partis du "centre". La présence d'une pluralité de positions envers l'UE et l'intégration européenne des organisations politiques "nationales", ou la claire prévalence de positions pro-UE, facilitent en effet l'articulation de discours plus eurocritiques de la part de certaines forces politiques ethno-régionalistes; la prévalence d'un discours eurocritique ou eurosceptique des forces politiques du "centre", faciliterait par contre l'affirmation de positions plus europhiles des partis de la "périphérie" (et dans ce sens les positionnements des partis ethno-régionalistes de la périphérie britannique sur le referendum du brexit e l'implémentation successive du résultat référendaire par le gouvernement britannique en sont un exemple éclatant, comme nous montrerons ci-dessous).

3. La droite radicale : continuité dans l'Euroscepticisme ?

L'Euroscepticisme est une des caractéristiques communes des partis de la droite radicale, les partis régionalistes avec un tel profile idéologique inclus. Comme les autres partis de la droite radicale ils dénoncent la bureaucratie centraliste de l'UE, et rejettent le présumé cosmopolitisme européen prôné par ces institutions. Ces partis défendent la souveraineté de leurs nations, conceptualisée comme communauté ethniquement homogène. Pour atteindre ce but, les partis régionalistes d'extrême droite combinent leur Euroscepticisme avec l'indépendantisme : seulement une nation indépendante réussit à être souveraine. Si ces partis défendent néanmoins une identité européenne, elle tend à être liée à une conception ethnique ou raciale de l'Europe combinée avec une affirmation explicite de la nature chrétienne de l'Europe. L'Europe selon eux devrait être une forteresse récusant l'immigration extra-européenne, et défendant par contre les valeurs conservatrices bafouées par l'UE. Ces prises de positions anti-européennes incluent toutefois selon le cas des nuances et des adaptations aux contextes nationales et régionales.

Le Vlaams Belang (jadis Vlaams Blok) est sans doute le parti régionaliste d'extrême droite avec l'existence plus longue. Dès ses origines, le parti a contrasté en termes virulents l'intégration européenne. Tandis que les partis régionalistes modérés se montraient de plus en plus pro-européens et saluaient en particulier le Traité de Maëstricht comme un moment important pour la reconnaissance du rôle des régions, le VB l'a immédiatement rejeté comme un leurre qui n'aurait attribué aucun pouvoir substantiel aux régions (Vlaams Blok 1994). Dans la substance, cette position n'a pas changé et le parti a régulièrement dénoncé le peu de poids du Comité des Régions. Il a exprimé en 2009 son rejet du Traité de Lisbonne, et aux élections européennes de 2014 a de

nouveau affirmé sa position anti-UE (Vlaams Belang 2009 ; 2014). Le manifeste électoral de 2014 appelle à un retour à l'Europe d'avant Maëstricht et propose des réformes institutionnelles plus que drastiques, comme l'abolition de la Commission et du Conseil de l'Union Européenne. Le parti s'exprime aussi pour le maintien de la souveraineté économique des états sur des secteurs-clés, et critique l'introduction de l'Euro (qu'elle propose de substituer par un Euro plus régional) (Vlaams Belang 2014).

Son opposition à l'UE contient toutefois quelques nuances. Le parti s'est toujours montré favorable à la coopération européenne sur certains terrains, par exemple les politiques environnementales. Dans la logique d'une vision confédéraliste de l'intégration européenne, le VB a aussi exprimé son approbation des formes de coopération non-contraignantes, par exemple la méthode de Lisbonne (Vlaams Belang 2009). Surtout dans le programme de 2004, le plus possibiliste envers l'UE, le parti s'est aussi intéressé aux possibilités d'accroître le rôle des régions et de la Flandre en particulier dans les structures européennes existantes. Ce programme fait appel à un activisme accru du parlement flamand sur les matières européennes, par exemple en exerçant un contrôle systématique des interventions des ministres flamands dans le Conseil des Ministres, et appuie aussi le réseau REGLEG des régions à compétences législatives (Vlaams Blok 2004).

Au début de son existence la Ligue du Nord, bien que critique envers le centralisme des institutions de l'UE, se montrait toutefois favorable à l'intégration européenne. Le tournant anti-UE en 1998 a essentiellement été réalisé pour des raisons d'opportunité politique : l'acceptation de l'Italie dans l'Union Monétaire Européenne invalidait la proposition du parti d'une adhésion séparée du Nord de l'Italie à l'UME (Huyseune 2010b). Ce tournant a toutefois coïncidé avec un réalignement idéologique générale de la Ligue vers des positions de la droite radicale. Comparé au VB, l'anti-européisme de la Ligue s'intéresse moins au fonctionnement des institutions européennes dont la Ligue dénonce en vrac le centralisme anti-démocratique, mais plus aux politiques économiques (Lega Nord 2014). Ceux-ci sont considérés problématiques ou même néfastes pour la « Padanie ». Le parti dénonce les accords de libre-échange récemment conclus et veut une protection plus active de l'économie de sa région. Il soutient l'idée d'un protectionnisme européen (surtout envers les importations bon marché des pays en voie de développement) mais requiert aussi la protection de la Padanie contre la concurrence des économies fortes de l'Europe. Elle perçoit l'introduction de l'Euro comme une contrainte qui paralyse les exportations padanes (argument absent dans le programme du VB) et se prononce très explicitement contre l'Euro. Elle défend dans une vision en toute évidence asymétrique de la globalisation, l'ouverture des marchés aux investissements et exportations padanes, et la liberté d'entreprendre des padans, contre les contraintes de – par exemple – les réglementations environnementales (Huyseune 2010b, Lega Nord 2014 ; Huyseune et Dalle Mulle 2015).

Les scissions de droite de la SVP, dont le programme se rapproche de la droite radicale, sont aussi critiques de l'UE. Cette critique semble toutefois plus modérée que celles du VB et de la Ligue. Ces partis tendent à se focaliser sur les limites du programme européen de la SVP, et surtout de la collaboration transfrontalière avec la région de Tyrol en Autriche. Le préjugé régional favorable envers une intégration qui facilite la coopération transfrontalière, élément essentiel du discours identitaire Sud-Tyrolien, explique l'attitude prudente que ces partis assument quand ils critiquent l'UE.

En résumé: les partis régionalistes de droite radicale rejettent l'intégration européenne et prônent par contre la souveraineté nationale (bien que n'excluant pas totalement des formes de coopération européenne). En principe, ils rejettent globalement l'intégration et s'intéressent donc que modérément à son fonctionnement. Selon les intérêts présumés des territoires qu'ils représentent, ils combinent toutefois ce rejet avec des propositions défendant ces intérêts.

Les partis régionalistes qui s'identifient à la droite radicale reproduisent l'Euroscepticisme typique de ce courant idéologique, et rejettent l'UE en faveur de la souveraineté de la nation (identifiée par eux comme leur territoire de référence).

4. Le grand centre: un changement Euro-critique?

Les partis ethno-régionalistes de (et visant au) *centre* (avec leur déclinaisons en centre-gauche et centre-droite) sont à la fois fondateurs de l'ALE (Kernalegenn, 2013) et du groupe des partis régionalistes au Parlement européen, bien que quelques-uns de ces partis appartiennent à d'autres groupes politiques européennes. Il s'agit du «noyau dur» des partis ethno-régionalistes vers lesquels s'était adressée la littérature scientifique en les considérant euro-enthousiastes, et qui, les premiers, entrèrent dans l'espace institutionnel européen. Toutefois, même au passé cet enthousiasme était motivé par un modèle de l'Europe favorable aux régions et aux réalités sous-étatiques et aux identités régionales/nationales. Seiler (2004, pp. 211-213) a déjà démontré que la tendance plus présente à l'intérieur de la famille ethno-régionaliste continentale était celle des partis plus modérés, euro-fédéralistes et bien évidemment tendant au centre politique (voir aussi Massetti et Schakel 2016 ; Dandoy 2010). Plutôt autonomistes et fédéralistes qu'indépendantistes, ces partis étaient en conséquence les plus attentifs à l'extension des pouvoirs régionaux, soit à l'intérieur des Etats soit comme intervention en ce domaine de l'UE. Comme conséquence, ce sont aussi ces partis qui ont été les plus concernés par le peu de développement du niveau régional – faiblesse du Comité des Régions, relatif désintérêt envers le rôle des régions dans les institutions de l'UE, poids limité du lobbying régional -, et qui s'en sont rendus compte assez vite. Sans pour autant nécessairement abandonner leur positions favorables à l'Europe, une tonalité nettement plus critique sur l'intégration européenne réellement existante semble toutefois les caractériser presque tous.

Bien que, comme l'observent Massetti et Schakel (2015), pour ces partis le clivage centre-périphérie ait un poids prépondérant, ces partis se profilent toutefois aussi sur l'axe «traditionnel» gauche-droite. Malgré l'importance mineure que plusieurs de ces partis attribuent à ce positionnement, pour raisons de présentation, nous estimons qu'il serait mieux de diviser les partis de *centre-gauche* de ceux de *centre-droite*.

Centre-gauche. Les partis ethno-régionalistes du centre-gauche constituent aujourd'hui la plus grande partie de cette catégorie. Il s'agit de partis qui, lors de leur histoire, ont connu des variations programmatiques allant de la perspective d'une majeure autonomie pour leur région à une pleine indépendance. L'objectif de changement de la polity, naturel pour ces partis – et comme l'on verra pour ceux de centre-droite-, a subi plusieurs degrés de radicalité en ces dernières décennies, et le même discours peut être tenu concernant leurs attitudes envers l'Union Européenne. La « région » comme objet politico-institutionnel du continent est la perspective à partir de laquelle ces partis ont construit leur combat politique; de toute façon, l'engagement pour les régions n'a pas effacé la constatation qu'il y a en Europe des régions revendiquant leur espace dans l'histoire, comme subjectivité *ethnique et nationale*.

Ce concept a accompagné et s'est renforcé pour des partis incontournables en certaines régions : le Scottish National Party (SNP) en Ecosse et (en moindre mesure) le Bloque Nacionalista Galego (BNG) en Galice (ici considérés de centre-gauche même si plus tendant à gauche). Le SNP a manifesté, au lendemain des résultats du referendum du Brexit en 2016, sa revendication d'une Europe unie et sociale; l'Ecosse ne pouvait qu'en faire partie. Ce parti a historiquement été parmi plus euro-enthousiastes de cette famille de partis. En agissant ainsi, le parti nationaliste écossais se différenciait clairement avec une politique davantage plus eurosceptique déterminée à Londres.

Aujourd'hui, il affirme la présence et la nécessité d'une Ecosse membre de l'UE, comme une communauté de nations (SNP Manifesto 2016). Bien qu'avec beaucoup des mutations surtout au niveau social et des politiques publiques spécifiques demandées, le SNP considère l'UE comme nécessaire pour la paix, les droits de l'homme et la démocratie. Contre le centralisme des institutions européennes, le SNP a toutefois récemment affirmé sa préférence pour une union intergouvernementale plutôt que fédérale (Ichijo 2004). Après le referendum sur le Brexit, l'Ecosse ayant voté en masse pour le *remain*, la nouvelle leader du parti, Nicola Sturgeon, a affirmé la possibilité d'un nouveau referendum pour « voir les droits du peuple écossais à rester en Europe respectés ». À côté d'un parti à peu près toujours favorable à l'UE, dans le sous-domaine du centre-gauche il faut souligner la position en Galice du BNG. Le BNG parle de soi-même comme ayant dénoncé l'UE « contraire aux droits des peuples et spécifiquement de ceux sans Etat, comme ce galicien » (BNG Programa electoral 2016, p. 91). Donc, le BNG lutte contre cette Europe et pour la construction d'une « autre Europe », qui supporte les droits des peuples sans Etat, en tant que devoirs et droits. Il en sort que l'UE, en tant que telle, aujourd'hui devrait être complètement révisée et changée, car l'actuel modèle est en fait, selon le parti ethno-régionaliste galicien, inadapté pour les diverses exigences du peuple galicien et des peuples sans Etat. Donc, par rapport au SNP ce parti propose une toute autre vision européenne (Tarditi 2013).

Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) se situe à gauche du catalanisme modéré du CDC/PDeC, mais à droite de l'indépendantisme radical de gauche du CUP. Du milieu des années '90, l'ERC a initié à suivre une ligne ouvertement indépendantiste. Cette position originalement minoritaire sur la scène politique catalane, a depuis lors réussi à intercepter une bonne partie de l'indépendantisme sociologique qui s'est affirmé surtout à partir du milieu des années 2000, et s'est politisé et radicalisé à partir du conflit centre/périphérie entre la Catalogne et l'Etat espagnol depuis 2010. Au niveau de la dimension européenne, ERC se caractérise par la défense d'une Europe sociale, tout en insérant le projet de l'indépendance de la Catalogne à l'intérieur de l'UE. Malgré cette ligne toujours européiste, l'ERC a aussi formulé des jugements assez critiques envers certains aspects du procès d'intégration européen, surtout à l'occasion du ratification du Traité Constitutionnel Européen (au referendum espagnol en 2005 ERC a soutenu le non, cfr. Joan i Mari 2004) et du Traité de Lisbonne. Actuellement ERC continue à soutenir une position européiste, en soulignant la nécessité d'entreprendre une réforme radicale de l'UE vers la construction d'une Europe sociale des peuples (ERC 2014).

Au Pays de Galles, le Plaid Cymru (PC) a connu un tournant important en 2003. Le parti traditionnellement non-indépendantiste, adopta à ce point une position indépendantiste toutefois ambivalente. L'indépendance du Pays de Galles, pour le PC, devait se réaliser à l'intérieur de l'Union Européenne. Toutefois, l'indépendance est considérée un objectif de long terme (Wyn Jones 2009), le parti étant concrètement intéressé à l'élargissement des pouvoirs locaux tirés par la dévolution du 1997. Le « vrai » but du PC semble être plutôt la transformation en sens fédéral du Royaume Uni (Elias 2009, 2011). Bien qu'avec des doutes sur l'UE telle quelle, le PC reste décidément liée à l'idée d'une Europe sociale et solidaire (de ce point de vue, très semblable à l'option proposée par le SNP), il s'est aussi battu contre le Brexit; tenant une position de « critical engagement », qui reflète aussi son récent tournant de gauche. Pour rester dans la zone britannique, en Irlande du Nord le Social Democratic and Labour Party (Parti social-démocrate et travailliste, SDLP) demande un « statut spécial » pour l'Irlande du Nord, qu'il soit négocié avec Londres, mais qu'il permette aux institutions nord-irlandaises de pouvoir se doter des pouvoirs internationaux, dans ses intentions, limitant les effets du Brexit. Tout en étant un parti social-démocrate de centre-gauche, mais nationaliste, le SDLP s'engage pour une Europe plus forte et plus ancrée à l'Irlande du Nord (SDLP Manifesto, 2017).

En France, parmi les partis ethno-régionalistes de centre-gauche on trouve spécifiquement le Parti Occitan (PO) e le Parti de la Nation Corse (PNC). Le premier lutte pour une Europe différenciée

dans l'unité des peuples; la réalisation d'une Europe fédérale où les régions aient plus des places dans les décisions des instances continentaux. La décentralisation est, elle, le vrai objectif du PO, dans une UE changeant ses mesures socioéconomiques (<http://partitoccitan.org/nos-12-propositions/>). En Corse, le plus important parti « modéré » est certainement le PNC. Se battant pour l'autonomie et pas pour l'indépendance de l'île de Beauté, le PNC fait partie à la fois du regroupement des partis ethno-régionalistes en France Régions et Peuples Solidaires et de l'ALE. Tout en étant autonomiste, le PNC envisage une Europe totalement différente par rapport à celle d'aujourd'hui : plus ancrée aux différents peuples d'Europe, bien plus solidaire et libre des institutions financières et des banques (Manifeste du PNC, 2015).

En arrivant à la péninsule italienne, on peut considérer trois partis qui, même si avec une tendance à la gauche, ils doivent plutôt être colloqués au *centre*³. Comme prototype du *parti prédominant* sartorien, le Südtiroler Volkspartei (Parti populaire sud-tyrolien, SVP) arrive à faire élire systématiquement un député européen, grâce aux pourcentages à maintes reprises supérieures à 60% en Haute-Adige. Le parti a toujours promu une politique à faveur d'une plus forte autonomie pour la région, inscrite dans une idéologie démocratique chrétienne et de conservatisme social (Pallaver 2011). Même au niveau européen, la principale conviction de l'SVP est celle de prétendre une UE ouverte aux régions, et reconnaissant les droits des minorités sous-étatiques qui devraient trouver leur place à l'intérieur de l'UE (SVP, programme). Le parti ne s'est presque jamais prononcé de manière fortement critique envers la UE et il fait en outre parti au Parlement européen du groupe des populaires européens (et non de l'ALE). L'Union Valdôtaine (UV) représente les droits des minorités français et franco-provençaux en Vallée d'Aoste. Récemment, l'UV a accru ses critiques envers l'UE (Sandri 2011). Cette dernière est perçue comme un « récipient vide et hostile aux autonomies régionaux et locaux et peu propice à défendre les spécificités et minorités à son intérieur » (UV, programma elettorale 2013). À travers l'UE, l'UV milite pour une Vallée d'Aoste plus forte au sein du regroupement des régions alpines, dont elle demande à l'UE la création officielle. Pareil au SVP, l'UV n'est pas indépendantiste ou rattachiste, mais fortement autonomiste, voire fédéraliste. Enfin, le Partito Sardo d'Azione (Parti Sarde d'Action, PSdAZ), fondateur de l'ALE, qui actuellement traverse une phase définissable comme indépendantiste; dans cette phase politique, le PSdAZ augmente ses critiques par rapport à l'UE, accusée de défendre et privilégier les atouts des Etats-nation au détriment des droits des régions et des peuples minoritaires. Le parti envisage davantage l'idée d'une Sardaigne indépendante mais unie aux peuples et nations d'Europe. Si l'idée d'une Europe unie est certainement appuyée, par ailleurs les positions critiques se sont renforcées, surtout pour le rôle « partisan » de l'UE joué contre les referendums écossais (officiel) et catalan (officieux) (Pala 2016, pp. 237-239).

Centre-droite. Les partis ethno-régionalistes plus importants orientés vers des positions de centre-droite sont : le Partido Nacionalista Vasco (Parti Nationaliste Basques, PNV), la Convergència Democràtica de Catalunya (Convergence Démocratique de Catalogne, CDC) et la Nieuw-Vlaamse Alliantie (Alliance Neo-Flamande, N-VA). Le PNV parle expressément de Pays Basques comme « nation européenne » ; il n'imagine pas un futur du Pays basque hors de l'UE. A côté d'un renforcement des pouvoirs locaux dans les institutions basques, le PNV se propose de renforcer aussi le rôle de l'UE, surtout dans le plan économique, d'où on en peut tirer son orientation de centre-droite. L'Europe se réalise en tant que scénario privilégié de la politique étrangère basque (PNV Programa 2016, pp. 41-42). Toujours dans la péninsule ibérique, en Catalogne le catalanisme modéré et autonomiste de CiU (Convergència i Unió), la coalition puis devenu fédération de Convergència Democràtica de Catalunya et Unió Democràtica de Catalunya, a longtemps eu une

³ Parmi les trois, deux, le Parti Sarde d'Action et partiellement l'Union Valdôtaine, se sont récemment - et pour la première fois dans leur histoire - alliés avec des partis de droite. Le fait de les avoir inscrits dans la catégorie du centre-gauche dépend du fait qu'ils peuvent être considérés, tout au long de leur engagement électoral historique, rattachés plutôt à la gauche qu'à la droite.

position hégémonique. La radicalisation du conflit centre/périphérie en Catalogne, et le développement massif de la revendication indépendantiste, surtout à partir de 2010 (Serrano Balaguer 2013), a eu comme conséquence une transformation importante du catalanisme modéré de la CDC qui a abandonné les ambivalences du passé et a affirmé une ligne ouvertement indépendantiste, avec par ailleurs comme conséquence la rupture avec l'UDC, restée sur des positions plus modérées. Depuis juillet 2016, la construction d'un nouveau parti autour de la CDC a initié, le *Partit Democrata Europeu Català* (PDeC), qui se colloque de toute évidence dans une dimension européenne. Dans son statut le parti se définit comme "démocratique, catalaniste, indépendantiste", européiste, humaniste et républicain" avec comme objectif la création d'un nouvel état catalan indépendante et membre de l'UE.⁴ Enfin, la N-VA, un autre parti de centre-droite, prône l'indépendance de la Flandre. Son passage du groupe européen de l'ALE aux Conservateurs et Réformistes indique bien son déplacement vers des positions «euro-réalistes». Bien que déjà précédemment critique envers le peu d'empressement de l'UE pour élargir les compétences régionales, depuis 2014 la N-VA propose un modèle d'intégration plus confédérale, respectueuse de la souveraineté des états-membres. La N-VA défend essentiellement une intégration des marchés mais se montre hostile envers, par exemple, une éventuelle harmonisation fiscale. Contrairement à la grande majorité des partis régionalistes, la N-VA – représentant une région « vertueuse » - soutient le contrôle des institutions européennes sur les budgets nationaux et les politiques économiques d'austérité et d'équilibre budgétaire prônées par ces institutions (Huysseune et Dalle Mulle 2015).

Pour en tirer quelques considérations partielles, les partis de centre analysés ne soutiennent tous une idée « positive » de l'UE. Si on se peut justement attendre ça par les partis radicaux de gauche et de droite, les analyses conduites dans ce travail semblent montrer que les partis – plus ou moins – modérés de centre embrassent une position assez critique, contrastant leur europhilie historique. On peut dire que presque tous les acteurs politiques régionalistes « centristes » nous montrent, peut-être plus des autres idéologiquement différents, la transformation en cours de la famille partisane autrefois majoritairement euro-enthousiaste.

5. La gauche radicale entre Euro-exit et critical engagement

Les partis ethno-régionalistes de gauche radicale se sont notamment caractérisés par une attitude très critique par rapport aux institutions créées lors du processus d'intégration européenne, perçues essentiellement comme des outils du néo-libéralisme contre la souveraineté des peuples. Cette attitude critique des ethno-régionalistes de gauche radicale s'est renforcée surtout à la suite de l'approbation et de l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht au début des années 1990, et, en suite, lors du débat sur le traité constitutionnel européen et l'approbation du Traité de Lisbonne dans la seconde moitié des années 2000.

Cette attitude critique a toutefois cohabité avec une politique attentive à utiliser les différentes ressources (de relations, financières, de visibilité) fournies par leur présence dans l'arène européenne. En quelque sorte une position ambivalente définissable synthétiquement de « critical engagement », « engagement critique » : d'un côté une critique forte à la voie libériste des politiques de l'UE, et de l'autre côté une présence constante dans les divers domaines de l'arène politique européenne, et en particulier le Parlement, en reconnaissant l'importance comme moyen à utiliser en faveur du parti et/ou de la région.

Le parti qui a mieux incarné cette position d'engagement critique avec l'intégration européenne est sans doute le *Sinn Féin* (SF) irlandais, et en fait l'étiquette d'engagement critique, extensible à

⁴ <http://www.partitdemocrata.cat/presentacio/>

d'autres partis, a été créée par Agnès Maillot (2005) dans son analyse de la policy internationale de ce parti. Le SF, en fait, a depuis toujours durement critiqué certains aspects du processus d'intégration européen, en particulier à partir de l'acceptation du Traité de Maastricht, accusant les institutions européennes d'être au service du capitalisme et de la finance face aux intérêts des peuples. Dans le même temps le parti a été très actif dans le Parlement européen et plus en général dans l'arène politique, à la fois pour tisser des réseaux de coopération avec d'autres forces politiques similaires et pour obtenir visibilité et ressources pour l'entière mouvement républicain irlandais pendant les années de recrudescence du conflit, même militaire, en Irlande du Nord, et dans la définition d'un scénario de paix dans les années 1990.⁵ Du point de vue de la « question nationale », l'objectif principal du SF est de réunifier les six comtés du nord de l'île avec la République d'Irlande. La victoire du Brexit dans le referendum sur l'appartenance du Royaume Uni dans l'UE a provoqué un changement important du scénario pour le SF, qui s'est trouvé à devoir clarifier et redéfinir ses discours et ses buts, à la fois par rapport à la question nationale irlandaise et à l'UE. Dans les comtés du nord de l'Irlande, en fait, le vote au referendum, avec une prévalence des *remain*, a suivi une marche différente par rapport à la victoire du *exit* en Angleterre et au Pays de Galles. Dans les heures qui ont suivi la communication du résultat du vote, les leaders du SF ont affirmé que le résultat rendait évidente la différence entre les comtés irlandais et le Royaume Uni, indiquant la réunification de l'île comme un événement nécessaire et inévitable, et que le *brexit* mettrait en danger le maintien des accords de paix. La position du parti a été développée à travers un document publié dans les semaines successives, dans lequel il proposait un statut spécial du Nord dans l'UE, bien qu'indiquant une série de changements qui selon le SF se devraient réaliser en général dans les politiques économiques et de sûreté de l'UE (Sinn Féin 2016). Le dénouement de tout cela se voit bien par la « presque » victoire du SF aux élections anticipées au Parlement de Belfast dans le mars 2017 avec une substantielle victoire du SF et de sa leader Michelle O'Neill.

L'influence du Brexit s'enregistre bien évidemment aussi en Ecosse. Pour ce qui concerne la gauche radicale ethno-régionaliste/indépendantiste, l'acteur à analyser est *RISE Scotland Left Alliance*, une plateforme créée par des organisations et groupes du monde environnementaliste, des mouvements sociaux et de la gauche radicale mobilisés en faveur du *oui* dans le referendum pour l'indépendance écossaise du 2014, bien qu'avec une position critique vers la ligne du SNP, perçue comme modérée dans le domaine social et international (Foley et Ramand 2014). En n'ayant pas encore une relevance en termes électoraux (dans les élections régionales écossaises du 2016 RISE n'est pas arrivé à élire aucun membre), la plateforme de la gauche indépendantiste écossaise est certainement importante pour son influence dans d'amples secteurs de la jeunesse écossaise et pour sa présence dans les médias. Pendant le referendum pour le Brexit, RISE a laissé une liberté de choix aux ses sympathisants et électeurs, n'ayant pas une ligne officielle. Comme explicitement affirmé dans son manifeste électoral pour les régionales écossaises du 2016, « RISE est pour une Europe socialiste : aucuns de nos membres croient que cet objectif peut être rejoint à travers une réforme interne de l'UE, alors que d'autres croient que l'UE soit antidémocratique et devrait être abattue »⁶. Dans un récent article d'opinion publié sur le journal indépendantiste *The National* les jours suivants à l'annonce du Premier Ministre écossais Sturgeon de la convocation d'un nouveau referendum sur l'indépendance, en relation avec la concrétisation du Brexit, Cat Boyd, membre du RISE, tête de liste aux élections écossaises du 2016, a soutenu la nécessité pour la gauche radicale

⁵ Les accords de la Paix du Vendredi Saint du 1994, qui ont représenté une ligne de partage des eaux dans le vieux conflit nord-irlandais, en fournissant la possibilité de construire la paix, bien que fragile, prévoyaient de façon explicite une dimension européenne et internationale, avec la participation active des institutions européennes. Beaucoup des programmes qui ont après permis de consolider des accords de paix se sont réalisés grâce à l'important financement des institutions européennes.

⁶ <http://www.rise.scot/manifesto/#> (dernier accès le 15/3/2017).

indépendantiste écossaise à maintenir un discours plus critique face à l'UE, par rapport à la ligne décidément européiste du SNP, bien qu'en ne promouvant pas une ligne de euro-sortie⁷.

La gauche indépendantiste basque a un profil assez similaire au SF irlandais par rapport à l'intégration européenne. Dans les années 1980-1990, en fait, les diverses organisations politiques de l'univers bigarré de la gauche *abertzale* (patriotique) basque, ont suivi une ligne d'engagement critique par rapport au processus d'intégration européenne, avec une forte critique de l'établissement des politiques économiques, sociales et de sûreté européennes, accompagnée par une présence constante dans l'arène politique européenne pour en utiliser les potentialités en termes de capital politique et de relations (Pagoaga 2015). La fin du conflit armé basque, avec la cessation définitive des activités communiquées par le groupe armé ETA dans l'octobre 2011, a produit une profonde reconfiguration du panorama politique basque, et, plus spécifiquement, dans l'organisation de la gauche indépendantiste (Cirulli 2012). La fin du facteur discriminant sur la légitimation, ou moins, du recours à la violence de l'ETA a permis l'approche parmi les diverses forces politiques, ce qui a porté comme résultat la construction de la coalition *EH Bildu*, intégrant *Sortu*, héritier de la vieille *Herri Batasuna*, noyau d'organisation de la composante plus radicale de la gauche indépendantiste basque, et d'autres formations de gauche plus modérées, comme *Eusko Alkartasuna* et *Amaiur*. La coalition poursuit l'objectif de l'indépendance des sept provinces basques actuellement sous l'administration espagnole et française. Par rapport à l'intégration européenne, surtout après la greffe des forces modérées, EH Bildu maintient une attitude critique, en revendiquant le besoin d'une révolution politique et sociale dans les institutions européennes, mais ne mettant pas en discussion la permanence d'un possible Pays Basque indépendant dans l'UE (EH Bildu 2014).

En restant dans le contexte territorial de la péninsule ibérique, en Catalogne la gauche radicale indépendantiste est représentée par la CUP. Il s'agit d'une plateforme de coordination de candidatures, avec un fort ancrage au niveau municipal, une organisation faiblement structurée, caractérisée par un modèle d'assemblée dans les processus décisionnels internes et avec une considérable autonomie des diverses subjectivités (assemblées locales, collectifs, mouvements, organisations) qui en font partie (Botran 2012). La CUP, parmi les organisations objet de notre analyse, se caractérise par un discours plus nettement critique envers au processus d'intégration européenne, d'autant plus que certaines de ses composantes plus importantes, comme l'organisation *Endavant-OSAN*, soutiennent explicitement la nécessité de sortir de l'UE pour une Catalogne indépendante. La ligne de la Euro-Exit n'est toutefois pas celle officielle de toute la gauche indépendantiste, et Anna Gabriel, élue de la CUP au parlement catalan, ainsi que membre importante de *Endavant-OSAN*, a reconnu que sur le thème il y a des différentes positions et que le débat est encore en cours.

Enfin, la Bretagne avec l'*Union Démocratique Bretonne* (UDB). Bien que dans la péninsule armoricaine on trouve des partis radicaux de gauches indépendantistes, comme *Breizhinstance* (l'ancienne *Emgann*), l'UDB reste le seul parti ethno-régionaliste breton d'une certaine dimension et de gauche. Même si alliée dans le passé avec des partis hexagonaux (comme le PS), l'UDB, en se colloquant toujours à gauche, préfère se coaliser avec les Verts français. La position de ce parti reste fortement ancrée à l'idée d'une Europe nécessaire, solidaire et plus attentive aux personnes que dans le passé. de même que les autres partis de gauche analysés, l'UDB, même si n'étant pas positionnable *ainsi* à gauche comme le CUP, par exemple, reste une sorte de porte-parole de l'attitude des bretons, fortement ancrée à l'Europe.⁸ Les trois idées du partis (la gauche, l'autonomie pour la Bretagne et l'environnement) sont déclinées même au niveau européen (Kernalegenn et

⁷http://www.thenational.scot/comment/15153501.Cat_Boyd__Time_to_fight_on_our_feet_or_we___ll_die_on_our_knees/

⁸ L'article 3 de son Statut interne récite que l'UDB «agit pour la construction d'une Europe fédérale et solidaire des peuples et des régions».

Pasquier 2014): l'UDB est partisan, donc, d'une Europe (et une UE), défendant les valeurs de l'État social, du fédéralisme et régionalisme européen et de la lutte pour l'environnement, en en faisant de l'UDB un des premiers partis politiques ethno-régionalistes en Europe à s'être battus pour la question environnementale.

Pour synthétiser ce rapide survol des organisations politiques ethno-régionalistes de gauche radicale, en général une ligne d'engagement critique prévaut, par rapport au passé les tons critiques sur la « dérive néo-libériste » des institutions européennes se sont renforcés, mais il n'y a pas d'affirmation nette d'une position d'Euro-exit de gauche, la plupart de ces partis maintiennent des références à l'objectif d'une possible reconstruction d'une Europe sociale, même à travers une profonde réforme de l'actuelle UE. Une position que, dans le cas spécifique du SF en Irlande du Nord et du RISE en Ecosse, a évidemment subi l'influence de la polarisation politique due au processus du Brexit.

6. Conclusions

Une première conclusion qui s'impose est que presque sans exceptions les partis régionalistes étudiés se montrent (très) critiques vers le procès d'intégration européen réellement existant. S'ils ont prôné dans les années 1990 la création d'une Europe des peuples et des régions, ils ont tous conclu que l'UE clairement n'évolue nullement dans cette direction. Assez critiques vers l'UE, ces partis n'ont toutefois pas abandonné le cadre européen : l'imaginaire politique qui les motive reste ancré à l'idée européenne suggérant que l'européanisation de ces partis au moins dans ce sens-ci est irréversible. Ceci est même le cas pour les partis eurosceptiques de la droite radicale qui proposent en effet une version très identitaire et exclusiviste de l'Europe. De la côte de la gauche radicale (et parfois aussi des partis plus modérés) par contre, l'idée d'une Europe sociale reste importante, même pour les partis plus critiques envers l'UE. La crise économique et l'adoption par l'UE de politiques dirigistes pour contrer la crise semblent surtout avoir confirmé cette attitude critique déjà présente.

L'importance des critiques sur le fonctionnement de l'UE et le rôle des autorités régionales dépend de deux facteurs. Il y a d'abord une dimension idéologique : ce sont les partis du centre, historiquement davantage impliqué dans les affaires européennes, qui se soucient plus de cette matière, alors que les partis radicaux (de droite et de gauche) tendent plutôt à une critique plus idéologique et politique de l'UE. En outre, le rôle et le fonctionnement des régions dans l'UE semblent surtout être un point d'intérêt pour les partis régionalistes dans des régions avec les compétences plus importantes : quelques-uns de ces partis semblent s'accommoder de la niche que les régions ont à Bruxelles (la SVP), d'autres se mobilisent pour accroître le rôle de leur région et son poids institutionnel (la N-VA). Pour ces partis-là, l'indépendantisme, combiné avec un modèle confédéral et/ou intergouvernementale d'intégration européenne (la SNP, la N-VA) se projette comme une option au moins potentiellement faisable. Pour les partis avec un moindre poids politique et/ou dans une région moins active à Bruxelles, la critique du cadre européen tend à être moins pointu, et les possibilités européennes semblent encore une opportunité à explorer. Pour ces partis, il semble bel et bien que, faute de possibilités réalistes d'influencer l'UE, il y a une grande dissonance entre l'Europe désirée – souvent celle des peuples et des régions - et celle réellement existante. Il faut toutefois ajouter que l'Europe peut aussi servir à ces partis, par exemple comme un espace qui facilite la coopération avec d'autres mouvements régionalistes.

Si ces partis concordent dans leur critique de la place modeste des régions en Europe, la place de ces critiques dans leurs autres prises de positions et surtout leur soutien à l'option indépendantiste est beaucoup plus difficile à établir. Ces critiques sont apparues assez tôt, mais l'impact sur leurs autres prises de positions est beaucoup plus aléatoire. Elles apparaissent moins comme les

déclencheurs de prises de position eurosceptiques ou indépendantiste, que comme un argument supplémentaire pour légitimer des tournants politiques motivés par d'autres raisons (en général liées à des causes « internes », les dynamiques et structures d'opportunité politiques nationales et/ou régionales). L'importance de ces facteurs est éclatante, par exemple dans les réactions des partis régionalistes du Royaume Unie au Brexit qui, en opposition à l'euroscepticisme gouvernemental ont affirmé leur volonté de maintenir leur appartenance européenne.

En conclusion: le développement limité du niveau régional au sein de l'UE est la cause d'une désaffection importante des partis ethno-régionalistes envers l'UE. En même temps, leur horizon politique et identitaire reste clairement européen, mais ils envisagent une Europe très différente de celle existante, aussi bien en termes institutionnels qu'en termes de finalité politique.

Bibliographie

Biorcio R. et Vitale T. (2011), *Culture, Values and the Social Basis of Northern Italian Centrifugal Regionalism. A Contextual Political Analysis of the Lega Nord*, en Huysseune M. (eds.), *Contemporary Centrifugal Regionalism: Comparing Flanders and Northern Italy*, Bruxelles, The Royal Flemish Academy of Belgium for Sciences and the Arts, pp. 171-199.

BNG Programa electoral (2016), téléchargeable sur http://www.bng.gal/media/bnggaliza/files/2016/09/12/programa_electoral_galegas_2016.pdf

Börzel T.A. (2002), *States and Regions in the European Union. Institutional adaptation in Germany and Spain*, Cambridge, Cambridge University Press.

Botran A. (2012), *Unitat Popular. La construcció de la CUP i l'independentisme d'esquerres*, Lleida, El Jonc.

Cirulli A. (2012), *L'ascia e il serpente. L'ETA e il nazionalismo basco dopo la fine della lotta armata*, Roma, Datanews.

Dandoy R. (2010), *Ethno-regionalist parties in Europe: a typology*, en "Perspectives on Federalism", 2, 2, pp. 194-220.

De Winter L., Gómez-Reino Cachafeiro M. et Lynch P. (eds) (2006), *Autonomist parties in Europe: identity politics and the revival of the territorial cleavage*, Barcelone, Institut de Ciències Politiques i Socials (2 volumes).

Dirks P. (2012). *La concurrence ethnique. La Belgique, l'Europe et le néolibéralisme*, Broissieux, Editions du croquant.

Downs W.M. (2002), *Regionalism in the European Union: Key Concepts and Project Overview*, en "European Integration", 24, 3, pp. 171-177.

EH Bildu (2014), *EH Bildu ante las próximas elecciones al Parlamento Europeo*, EH Bildu.

Elias A. (2008a), *Introduction: Whatever Happened to the Europe of the Regions? Revisiting the Regional Dimension of European Politics*, en "Regional and Federal Studies", 18, 5, pp. 483-492.

Elias A. (2008b), *From Euro-enthusiasm to euro-scepticism? A Re-evaluation of Minority Party Attitudes Towards European Integration*, en "Regional and Federal Studies", 18, 5, pp. 557-581.

Elias A. (2009a), *European Integration and the Nationalities Question*, Londres, Routledge.

- Elias A. (2009b), *Minority Nationalist Parties and European Integration. A Comparative Study*, Londres/New York, Routledge.
- Elias A. (2011), *Plaid Cymru*, en Elias A. e Tronconi F. (eds), *From Protest to Power. Autonomist Parties and the Challenges of Representation*, Vienne, Braumüller, pp. 259-282.
- ERC (2014), *Comencemel #noupaís. Ara, a Europa. Programa electoral Eleccions al Parlament europeu 2014*, Barcelone, ERC.
- Foley J. et Ramand P. (2014), *Yes. The Radical Case for Scottish Independence*, Londres, Pluto Press.
- Guibernau M. (2009), *European Integration and the Nationalities Question*, Londres, Routledge.
- Harvie D. (1994), *The Rise of Regional Europe*, Londres, Routledge.
- Hooghe L. et Marks G. (2001), *Multi-Level Governance and European Integration*, Lanham/Oxford, Rowman&Littlefield.
- Huyseune M. (2010a), *A Eurosceptic vision in a europhile country: The case of the Lega Nord*, en "Modern Italy", 15, 1, pp. 63-75.
- Huyseune M. (2010b), *Defending National Identity and Interests: The Lega Nord's Asymmetric Model of Globalisation*, en "Studies in Ethnicity and Nationalism", 10, 2, pp. 221-233.
- Huyseune M. et Dalle Mulle E. (2015), *Crisi economica ed evoluzione del "regionalismo dei ricchi"*, en "Polis, Ricerche e studi su società e politica in Italia", 29, 2, pp. 221-250.
- Ichijo A. (2004), *Scottish Nationalism and the Idea of Europe*, Londres et New York, Routledge.
- Jáuregui G. (2009), *Basque Nationalism: Sovereignty, Independence and European Integration*, en McGarry J. et Keating M. (eds), *European Integration and the Nationalities Question*, New York/Londres, Routledge, pp. 239-257.
- Joan i Mari J. (2004), *Els Catalans davant la Constitució europea. The Catalans before the European Constitution*, Barcelone, ERC.
- Keating M. (2009), *Europe, the State and the Nation*, en McGarry J. et Keating M. (eds), *European Integration and the Nationalities Question*, New York/Londres, Routledge, pp. 23-34.
- Kernalegenn T. (2013), *The Internationalism of the European Free Alliance*, Bruxelles, EFA.
- Kernalegenn T. et Pasquier R. (2014) (eds.), *L'Union démocratique bretonne. Un parti autonomiste dans un État unitaire*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- Laible J. (2008), *Separatism and Sovereignty in the New Europe. Party Politics and the Meaning of Statehood in a Supranational Context*, Londres, Palgrave/Macmillan.
- Lega Nord 2014. *Elezioni europee 25 maggio 2014. Programma elettorale*.
- Maillot A. (2005), *New Sinn Féin. Irish Republicanism in the twenty-first century*, Londres et New York, Routledge.

Manifeste du PNC (2015), *Pour une Corse qui compte*.

Massetti E. (2009), *Explaining Regionalist Party Positioning in a Multi-dimensional Ideological Space*, en "Regional and Federal Studies", 19, pp. 501-531.

Massetti E. et Schakel A.H. (2015), *From class to region: How regionalist parties link (and subsume) left-right into centre-periphery politics*, en "Party Politics", 21, 6, pp. 866-886.

Massetti E. et Schakel A.H. (2016), *Between autonomy and secession: Decentralization and regionalist party ideological radicalism*, en "Party Politics", 22, 1, pp. 59-79.

McGarry J., Keating M. et Moore M. (2009), *Introduction: European Integration and the Nationalities Question*, en McGarry J. et Keating M. (eds), *European Integration and the Nationalities Question*, New York/Londres, Routledge, pp. 1-20.

Pagoaga I. (2015), *Al di là della contraddizione: la posizione sull'Europa di HerriBatasuna (1985-1998)*, en «Nazioni e Regioni. Studi e ricerche sulla comunità immaginata», 5, pp. 47-68.

Pallaver G. (2011), *The Südtiroler Volkspartei*, en Elias A. et Tronconi F. (eds), *From Protest to Power. Autonomist Parties and the Challenges of Representation*, Vienne, Braumüller, Vienne, pp. 171-193.

Pavković A. et Radan P. (2007), *Creating New States. Theory and Practice of Secession*, Aldershot, Ashgate.

Plaid Cymru (2016), *The Changes Wales Needs*, Manifesto 2016.

PNV Programa (2016), *Eraiki Euskadi. Mira al future*, téléchargeable sur http://www.eaj-pnv.eus/adjuntos/pnvDocumentos/18289_archivo.pdf

Sandri G. (2011), *The Union Valdôtaine*, en Elias A. e Tronconi F. (eds), *From Protest to Power. Autonomist Parties and the Challenges of Representation*, Vienne, Braumüller, pp. 195-214.

SDLP Manifesto (2017), *Make Change Happen*, téléchargeable sur http://www.sdlp.ie/site/assets/files/43536/sdlp_manifesto_2017.pdf

Seiler D.-L. (2004), *The Democratic Party of the Peoples of Europe (DPPE-EFA)*, en Delwit P., Kūlahci E. et Van de Walle C. (eds.), *The Europarties Organisation and Influence*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, pp. 203-219.

SinnFéin (2016), *The Case of the North to Achieve Designated Special Status Within the EU*, SinnFéin, Dublin.

SNP Manifesto (2016), téléchargeable sur https://www.snp.org/manifesto_plain_text_extended

SVP, *Programme politique*, téléchargeable sur <http://www.svp.eu/de/italiano/programma/>

Tarditi V. (2013), *Tra europeismo ed euroscetticismo. I casi dello Scottish National Party, del Bloque Nacionalista Galego e della Lega Nord*, Napoli, Editoriale Scientifica.

Tocci N. et Faleg G. (2014), *Towards a More United and Effective Europe: A Framework for Analysis. IAI Research Papers*, Roma, Edizioni Nuova Cultura, pp. 15-37.

Vandecasteele N. (2013), *Kwalitatief empirisch onderzoek naar de positie van Vlaams Belang en N-VA tov. De Europese integratie*, Universiteit Gent, Wetenschappelijke verhandeling.

Vlaams Belang 2009. *Dit is ons land. Programma Europese verkiezingen 7 juni 2009*.

Vlaams Belang 2014. *Het Europa-manifest. De Vlaams-Belang visie op een vrij en verantwoordelijk Europa*.

Vlaams Blok 1994. *Grote kuis! Euro-verkiezingen 1994. Programmabrochure*.

Vlaams Blok 2004. *Vlaamse Staat, Europese Natie. Verkiezingsprogramma 2004 Europees Parlement*.

Wyn Jones R. (2009), *From Utopia to Reality: Plaid Cymru and Europe*, en “Nations and Nationalism”, 15, 1, pp. 129-147.

Zinn A. (2006), *Economic Integration and Political Separatism: Parallel Trends or Causally Linked Processes?*, en Cameron D.R., Ranis G. et Zinn A. (eds.), *Globalization and Self-Determination: Is the Nation-state under Siege?*, New York, Routledge, pp. 233-246.